

Migrants sur le Port de Calais : Nous dénonçons l'expulsion des campements et exigeons l'aide humanitaire d'urgence !

Ce matin, le Préfet a ordonné l'évacuation des camps de migrants et réfugiés situés sur le Port de Calais. Les élu-e-s écologistes du Conseil régional s'opposent de nouveau à cette décision et dénoncent les conditions chaotiques dans lesquelles ce démantèlement a eu lieu. Nous savons d'expérience que cela ne fait que déplacer le problème et expose les 650 personnes migrantes, déjà en très grande détresse, à des situations encore plus dramatiques sur le plan sanitaire.

La Région Nord-Pas de Calais est propriétaire des terrains occupés par ces personnes, ce qui nous confère une certaine responsabilité vis-à-vis de ce qui s'y passe. Nous exigeons que des mesures efficaces soient prises pour assurer une prise en charge des personnes migrantes respectueuse des droits fondamentaux et que des solutions d'accueil et d'accompagnement pérennes soient mises en place.

Les associations humanitaires apportant leurs secours (Médecins du monde, No Border, etc...) avaient sonné l'alerte, depuis plusieurs semaines, sur les conditions de vie de plus en plus dégradées des migrants et réfugiés entassés au camp de la Batellerie et rue Lamy à Calais. Or, aucun temps de concertation n'a été mis en œuvre pour envisager des solutions alternatives à l'expulsion tel que l'exige la Circulaire du 26 août 2012 « relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites ». Des mesures sanitaires auraient aussi pu être mises en place pour lutter en amont contre l'épidémie de gale qui a gagné les camps.

Nous continuons de demander la renégociation du Traité du Touquet promise par le Premier Ministre Manuel Valls lors de sa visite à Calais, le 12 décembre 2013, en tant que Ministre de l'Intérieur. Nous réclamons que des moyens soient déployés, par le Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, pour garantir la prise en charge digne des réfugiés sur le Calaisis.

Nous dénonçons les conditions d'expulsion des migrants et réfugiés de Calais et, du fait de la responsabilité particulière qui nous incombe, nous exigeons :

- 1/ la mise en place d'un dispositif humanitaire d'urgence par l'État, en faisant appel aux organisations humanitaires comme Médecins du Monde ou le Haut Commissariat aux Réfugiés qui pourraient gérer des campements de petite taille, dotés de sanitaires, en attendant que des solutions plus durables;
- 2/ que des solutions alternatives de logement à proximité de Calais soient proposées aux migrants et réfugiés;
- 3/ la renégociation du Traité du Touquet telle que promise en décembre 2013 par Manuel Valls lorsqu'il était Ministre de l'Intérieur.

Parce que les destructions de bidonvilles ne servent en rien à la résolution des situations de vie indignes de personnes ayant pour beaucoup fuit la guerre, nous soutenons l'appel de rassemblement qui aura lieu samedi 31 mai à partir de 14h sur la place d'Armes de Calais.

Contacts Presse :

Amélie Bon – Collaboratrice communication du groupe « EELV » au Conseil régional NPDC
am.bon@orange.fr – 03 28 82 55 89 / 06 77 67 05 27

Majdouline SBAÏ – Vice-présidente du Conseil régional Citoyenneté, Coopération décentralisée et Relations internationales
majdouline.sbai@nordpasdecals.fr – 06 62 72 91 91